

## "Le monstre" dans Der Spiegel (18 juillet 1956)

**Légende:** Le 18 juillet 1956, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel passe au crible les débats en France sur les enjeux d'une Communauté atomique européenne en soulignant notamment les difficultés qu'éprouve la France à vouloir exercer son autorité sur la République fédérale d'Allemagne (RFA) sans pour autant tomber sous son influence.

**Source:** Der Spiegel. 18.07.1956. Hamburg. "Das Monstrum", p. 32.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/le\\_monstre\\_dans\\_der\\_spiegel\\_18\\_juillet\\_1956-fr-51667415-2d34-43e5-a983-2b6f33724796.html](http://www.cvce.eu/obj/le_monstre_dans_der_spiegel_18_juillet_1956-fr-51667415-2d34-43e5-a983-2b6f33724796.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## « Le monstre »

Depuis l'été 1954, du jour où le Premier ministre français de l'époque, Pierre Mendès-France, a réservé un enterrement de troisième classe au projet d'une communauté européenne de la défense, le paysage des tentatives d'unification européenne à petite échelle est resté vide et désert. Seule la communauté européenne du charbon et de l'acier (le plan Schuman) mène une existence toujours menacée au milieu d'un désert parsemé des cadavres de la CED et d'autres projets d'unification européenne.

Au printemps de l'année dernière toutefois, une nouvelle étoile s'est levée au-dessus de ce paysage mélancolique. Elle fut baptisée d'un nom étrange : Euratom. Il s'agissait du projet d'une communauté européenne de l'énergie atomique sur le modèle de la CECA.

Ces dernières semaines, l'Assemblée nationale française s'est penchée sur le projet Euratom. Au départ, les députés n'ont manifesté que peu d'intérêt pour cette construction. Les orateurs parlaient pendant des heures face à un hémicycle presque vide – jusqu'à ce que le Premier ministre socialiste Guy Mollet, puisant dans l'astrologie européenne, explique aux députés la signification de cette nouvelle étoile.

Selon ses explications, l'étoile Euratom doit guider les Allemands vers la civilisation occidentale, et former un point de repère destiné à les empêcher de s'égarer vers l'Est. Pour expliquer aux députés la signification politique mondiale d'Euratom, Guy Mollet s'est inspiré de sa dernière visite à Moscou.

À cette occasion, a-t-il raconté, Khrouchtchev lui aurait fait comprendre que l'Union soviétique pourrait parfaitement s'entendre directement avec Bonn sur la réunification de l'Allemagne en excluant les puissances occidentales. Mollet en conclut que «seule une intégration de l'Allemagne dans un ensemble européen auquel elle sera subordonnée et qui exercera sur elle une certaine autorité» permettra d'apporter une solution durable au problème allemand.

La mise en garde de Mollet contre une République fédérale qui, au mépris de ses engagements envers l'Europe occidentale, pourrait un jour s'entendre seule avec les Soviétiques a suscité des passions au sein du débat. Les uns après les autres, les vieux champions de la CED et de la CECA – René Pleven, le père du projet CED, le catholique Maurice Schumann, fondateur du Mouvement républicain populaire, les députés Reynaud et Teitgen – sont montés à la tribune de l'Assemblée pour lancer des avertissements contre la politique intérieure de la République fédérale qui, selon les mots du député socialiste Félix Gouin, «s'approcherait à pas de géant de l'ère post-Adenauer».

Le ministre français des affaires étrangères Antoine Pineau a même fait miroiter le spectre d'un «nouveau pacte germano-soviétique» et déclaré qu'un tel pacte «rendrait définitive la division du monde en deux blocs et mettrait gravement en danger la paix mondiale».

Parallèlement, les voix d'opposition bien connues des débats interminables sur la CED se sont exprimées également. «Tout d'abord», vitupérait le quotidien socialiste 'Combat', «on a voulu nous imposer le monstre d'une communauté européenne de la défense afin de camoufler le réarmement de l'Allemagne. Ensuite, on a mis la CECA sous l'autorité de la Ruhr. Et voilà qu'on veut aujourd'hui livrer à l'Allemagne nos gisements d'uranium.»

Depuis la tribune de l'Assemblée, les députés ex-gaullistes et radicaux-socialistes imploraient le parlement de ne pas soumettre l'industrie nucléaire française aux Allemands. Deux ministres ex-gaullistes ont menacé de démissionner si l'on renonçait à l'avance scientifique de la France sur l'Allemagne, qu'ils estiment à une dizaine d'années.

Face à ces préoccupations, les déclarations faites à l'Assemblée nationale par le Haut commissaire de l'énergie atomique, Francis Perrin, selon lequel la France ne sera pas en mesure de faire des progrès significatifs en matière d'énergie nucléaire sans l'aide financière d'autres pays européens, et notamment de l'Allemagne, ne pèsent pas lourd.

Le vieux dilemme de la France – comment exercer une autorité sur l’Allemagne sans se soumettre à l’autorité allemande – s’est avéré fatal pour le projet Euratom.

Mollet avait fait soumettre par quelques-uns de ses amis socialistes une résolution dont l’adoption aurait donné au gouvernement les pleins pouvoirs pour poursuivre dans la direction actuelle les négociations sur le projet Euratom organisées à Bruxelles entre la République fédérale, la France, l’Italie et les pays du Benelux. Cette résolution a fait l’objet d’un débat au sein de l’Assemblée nationale.

Mais il est bien vite apparu qu’elle ne parviendrait pas à réunir une majorité. D’après les directives qui guidaient le travail des négociateurs français à Bruxelles jusqu’à ce débat parlementaire, la future communauté Euratom devait notamment:

- superviser et financer centralement toutes les recherches des six pays membres de la CECA dans le domaine du nucléaire;
- contrôler l’ensemble de la production nucléaire de la petite Europe.

D’après ce plan, les Français devaient apporter à la nouvelle communauté les gisements d’uranium de ses colonies et son avance dans la recherche nucléaire, alors que les autres pays – dont l’Allemagne – apporteraient leur contribution financière et économique. Les pères d’Euratom, parmi lesquels Jean Monnet, premier président de la CECA, considéraient qu’il s’agissait là d’un compromis acceptable entre les intérêts de la France et les revendications de l’Allemagne. Ce compromis était également à la base de la résolution socialiste.

Mais dès la première journée du débat parlementaire, le gouvernement Mollet a dû battre en retraite. Prenant la parole au nom du gouvernement, le Commissaire à l’énergie nucléaire Francis Perrin a déclaré qu’Euratom éviterait une «centralisation excessive» (comme dans le cas de la CECA). En outre, a-t-il déclaré, il serait «injuste» que la France, qui possède une avance dans la recherche nucléaire et qui est le seul des pays impliqués à posséder ses propres ressources naturelles pour la production d’énergie nucléaire, n’obtienne pas la priorité pour l’utilisation de son expertise et de ses richesses naturelles. D’après son gouvernement, la France exigerait à juste titre, lors des négociations de Bruxelles, le droit de maintenir un programme national en marge du projet européen de recherche et de production nucléaire.

La recherche et la production allemande, c’est du moins ce qui ressort des explications de Perrin, devraient par contre être entièrement «intégrées».

En outre, le gouvernement Mollet recommande un «marché commun européen fermé» pour les produits de l’énergie nucléaire. Sans un tel marché «fermé», affirme Perrin, l’industrie nucléaire européenne serait écrasée par la concurrence américaine nettement moins chère.

Perrin a oublié de mentionner que cet arrangement donnerait à la France des avantages extraordinaires: le marché fermé protégerait la production nucléaire française de la concurrence américaine. Il empêcherait par exemple l’économie ouest-allemande d’accepter des offres américaines pour la construction de piles atomiques et de centrales électriques nucléaires, même si ces offres sont moins chères que les offres françaises. Mais en ne faisant pas partager à Euratom son avance en matière de recherche ni son avantage en tant que producteur de matières premières, la France serait dès le départ si nettement supérieure à tous les autres secteurs nucléaires à l’intérieur de ce marché fermé qu’elle pourrait pour ainsi dire dicter ses prix à ses partenaires au sein d’Euratom.

Le nouveau projet Euratom de la France rappelle aux observateurs allemands à Paris l’Union de l’Europe Occidentale (UEO) que Pierre Mendès-France avait envisagée à l’époque en remplacement de la CED. Là aussi, la France a le privilège de pouvoir garder une armée nationale à côté de l’armée soumise à l’autorité de l’UEO. Et quand on sait que depuis quelque temps, les troupes françaises consacrées à l’UEO semblent fondre de jour en jour alors que l’armée nationale gagne en puissance, il faut bien interpréter cette évolution comme un mauvais présage pour le projet Euratom. On pourrait s’attendre à une évolution semblable dans le cadre d’Euratom: la France consacrerait toutes ses ressources financières à sa propre production nucléaire,

tout en utilisant son appartenance à Euratom pour surveiller de près les efforts allemands dans ce domaine.

Bien entendu, la semaine dernière, les parlementaires français ont enterré leur méfiance initiale face à la nouvelle version du projet. Ils ont approuvé le nouveau projet par 342 voix contre 183 (les voix contre étant principalement communistes).